

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

RODEZ, le 20/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS SOLEVIAL / MONTBAZENS

Route d'Espalion

BP 3220

12032 Rodez

Code AIOT : 0006802631

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement SAS SOLEVIAL / MONTBAZENS implanté Zone Artisanale du Colombier 12220 Montbazens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations s'est rendue sur site pour une visite réactive suite au déversement accidentel d'une substance non-dangereuse dans le ruisseau Audierne le vendredi 14 avril 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SOLEVIAL / MONTBAZENS
- Zone Artisanale du Colombier 12220 Montbazens
- Code AIOT : 0006802631
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site SOLEVIAL de Montbazens est un producteur d'alimentation animale soumis à la directive IED pour la rubrique 3642.

Le site de Montbazens est implanté dans une zone d'activité artisanale. Il couvre une superficie de 26 000 m² et regroupe les activités suivantes :

- production d'aliments composés conventionnels (90%) et médicamenteux (10%) : granulés, vermicelles, miettes, farines conditionnées en sac (2%) ou pour des livraisons en vrac (98%). Les livraisons vrac sont opérées par des sociétés de transport privées dont les contrats de prestation sont établis annuellement.
- distribution via le stockage et la revente de produits conditionnées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 2.5.1	Lettre de suite préfectorale	
3	Organisation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 7.5.1.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 7.5.3.	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
7	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 7.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 4.2.4.1.
4	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 7.5.3.

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration accident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement
Constats : L'inspection des installations classées a été prévenue par d'autres services de l'Etat plusieurs heures après l'accident : non-respect de la prescription
Observations : Le 14 avril 2023, l'établissement a effectué un déversement accidentel de 28 tonnes de "Protéilic", une solution de protéine végétale, dans le ruisseau "Audierne". La fiche de données de sécurité de la substance met en évidence que ce produit ne présente pas de danger. Suite à une intervention sur la pompe du circuit "Protéilic", l'opérateur a omis de refermer la vanne de purge de la cuve avant de réouvrir le circuit (11h10). L'intégralité de la cuve (28 tonnes) s'est donc déversée dans la rétention prévue à cet effet. Mais cette dernière étant défectueuse, le produit a quitté la rétention avant d'emprunter le réseau pluvial et être rejeté dans le milieu naturel. L'accident a été constaté à 11h45, le produit avait déjà quitté la rétention. L'exploitant a contacté à 14h les pompiers puis à 14h50 le syndicat des eaux Célé-Lot. Le syndicat alerte à son tour l'OFB qui a averti ensuite l'inspection des installations classées à 15h45.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 2 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 4.2.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.
Constats : Le réseau d'eau pluviale dispose d'une vanne avant son rejet dans le milieu naturel : Conforme
Observations : L'inspection a constaté un système d'obturation du réseau pluvial avant le rejet dans le milieu naturel. La découverte tardive du déversement de Protéilic via le réseau pluvial a rendu inutile la fermeture de ce réseau; le produit avait déjà atteint le fossé communiquant avec le ruisseau Audierne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Organisation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 7.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.
Constats : L'exploitant n'a pas rédigé de consigne d'exploitation encadrant le contrôle des rétentions. Ainsi l'exploitant n'organise pas de contrôles périodiques de ses rétentions : non-respect de la prescription
Observations : L'exploitant n'organise pas de contrôles périodiques de ses rétentions. De ce fait, il ignorait que la rétention commune aux cuves de Protéilic, huile de soja et mélasse n'était plus étanche.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 7.5.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats : La capacité de rétention est adaptée aux volumes des cuves : Conforme
Observations : L'exploitant stocke ses matières premières liquides dans 3 cuves : <ul style="list-style-type: none">- Protéilic: 40 m³- Huile de soja : 30 m³- Mélasse : 50 m³ Soit un total de 120 m ³ . La cuve de Protéilic dispose d'une rétention de 13 m ³ (volume contrôlée par l'inspection) reliée gravitairement à la rétention commune de 56 m ³ des 2 autres cuves. Ainsi, la rétention globale des cuves a une capacité de 69 m ³ ce qui est supérieur au volume de la plus grosse cuve et à 50% du volume total stocké.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 7.5.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.
Constats : La rétention des matières premières liquides n'est pas étanche : non-respect de la prescription
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25.II
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.
Constats : L'exploitant ne contrôle pas l'état de ses rétentions : non-respect de la prescription
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2008, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature où de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. [...] Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.
Constats : Les travaux de modifications des circuits des cuves ne font pas l'objet de procédures : non-respect de la prescription
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois